

Paris le 1<sup>er</sup> 7bre 1810

Sept 1 1810

Muelle, Ancien Agent Diplomatique,  
à Monsieur Jefferson, ancien Président  
des Etats-Unis de l'Amérique.

Monsieur,

Si l'on peut en croire les journaux Anglais, il paraît qu'il y a dans votre Patrie beaucoup de mécontents, et que la forme de votre gouvernement est censurée hautement. Je ne connais pas votre Constitution, et c'est en vain depuis six ans que je cherche à me la procurer; mais, au seul titre d'Etats-Unis, je vois qu'elle ne peut être qu'un fédéralisme. Or, l'exemple de la ci-devant République de Hollande et de l'Empire germanique, a prouvé, même bien long temps avant leur destruction, que c'est le plus mauvais des Systemes politiques.

Quoi qu'il en soit des réclamations qui peuvent s'être élevées dans votre Pays, attaquez la forme du gouvernement n'est pas pour cela attaquez ce gouvernement et, en tout cas c'est à ceux-ci à proposer les changements qu'ils sentent nécessaires, et même de forcer à les recevoir, s'il en était besoin; car il faut sur-tout prévenir une explosion, qui pourrait détruire le Republicanisme. C'est là véritablement le feu sacré, et tous les moyens qui peuvent en assurer la conservation feront toujours la plus grande gloire de ceux qui les auront employés.

Que deviendrait le genre humain si le

gouvernement républicain, ne se soutenait pas chez vous?  
je frémis de penser aux conséquences!

Après tout, s'il y avait, comme je ne saurais en  
douter, des personnes intéressées à la continuation des abus  
qu'on devrait réformer, qu'importerait la dépense qu'on  
pourrait faire pour les rendre elles mêmes indifférentes  
à cet événement? il faudrait leur garantir pleinement  
la continuation de leur traitement, et les emplois dans le  
nouvel ordre de choses; sauf que ce traitement ne ferait  
pas loi pour ceux qui viendraient à leur succéder, et même  
que leurs emplois seraient supprimés après eux, s'ils  
n'étaient pas absolument nécessaires au nouveau Régime.  
Quand un Etat gagnerait à un changement, il serait  
mesquin et mal-à-droit d'y faire perdre, qui que ce fût.

Telles sont, Monsieur, les idées que me suggère  
une crainte de troubles politiques dans votre Patrie, et  
s'il est vrai qu'elle en soit menacée, plus ou moins prochainement,  
je fais des vœux bien ardens afin qu'on n'attende pas la  
dernière extrémité pour y remédier, ni que les Puissances  
maritimes de l'Europe soient sorties de la crise où elles  
sont, car elles ne manqueraient pas d'intrigues et d'aggraver  
vos maux.

Je termine cette lettre, par où je m'étais proposé de  
la commencer, et, pour mieux dire, par le seul point sur le  
quel j'avais l'intention de vous écrire, celui de savoir de  
nouvelles de votre Santé, et de vous renouveler l'assurance,  
tant de l'intérêt que j'y prendrai toute ma vie, que de  
ma plus haute considération et de mon plus profond respect?

Au revoir

Rue d'Argenteuil, n. 38.

J'ai prié Monsieur Coles de proposer aux Libraires  
de votre Pays la spéculation de faire traduire et imprimer  
ma Constitution en Anglais, comme ne pouvant pas manquer  
d'en avoir un débit avantageux, tant en Amérique qu'en  
Angleterre, où ils pourraient en envoyer des battots;  
il s'en est gracieusement chargé de cette négociation, mais  
je n'en ai jusqu'à présent aucune nouvelle. Combien  
cependant il est important que cet ouvrage soit connu dans  
le tems où la Royauté en universellement jugée, mais

sans savoir ce qu'on pourrait mettre à la place!  
L'Europe est si malheureuse, qu'on le voudrait  
pour l'évangile politique.

Paris le 10 Septembre 1810.  
Monsieur le Ministre,  
J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint  
le rapport que vous m'avez demandé  
par votre lettre du 27 Août dernier.

Rue de la Harpe, Paris, le 10 Sept. 1810.  
Recu par M. B.